

Halliday, Jon et McCormack, Gavan, *Japanese Imperialism Today*, Monthly Review Press, New York et Londres, 1973, 279 p.

Robert Garry

Volume 5, numéro 3, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700464ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700464ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Garry, R. (1974). Compte rendu de [Halliday, Jon et McCormack, Gavan, *Japanese Imperialism Today*, Monthly Review Press, New York et Londres, 1973, 279 p.] *Études internationales*, 5(3), 557–559. <https://doi.org/10.7202/700464ar>

SAYEGH, Raymond, *Le système de partis politiques en Israël*, Librairie Samir, Beyrouth, 1971, 348p. (Diffusé par la Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris).

La solution politique du conflit israélo-arabe est quasi impossible ; cette impasse tient, selon l'auteur de cette thèse, au système de partis politiques en Israël et au contexte politique général d'Israël. M. Sayegh se livre au constat de l'échec politique israélien en essayant d'analyser les partis politiques et leur environnement. Il s'agit d'un essai qui, malheureusement, n'a pas su contourner les deux principales difficultés que l'auteur mentionne dans son introduction : l'objectivité et les sources d'information. À cela s'ajoute une troisième difficulté pour le lecteur : la mauvaise organisation de la matière.

Les deux premiers obstacles relèvent de contraintes « objectives » pour l'auteur ; l'accès à Israël lui est interdit. « Cette étude, écrira-t-il, est politique. Son objet porte sur un pays auquel nous n'avons pas accès et qui se trouve aux frontières du nôtre ». (p. 15) Son intention est de participer à la politique de l'information des pays arabes sur « l'ennemi ». De là découle la nécessité d'utiliser uniquement les données disponibles publiées par les Israéliens eux-mêmes. On ne saurait en tenir rigueur à l'auteur si, d'une part, il n'avait pas présenté comme aberrations typiquement israéliennes des données institutionnelles et politiques que l'on peut retrouver ailleurs, et si, d'autre part, les sources d'information qu'il utilise étaient citées correctement. Ainsi, il écrit : « Le législateur israélien a donc créé un grave déséquilibre entre les pouvoirs législatif et exécutif, lequel s'accroît par le fait même de l'existence d'une Chambre unique qui concentre entre ses mains l'essentiel de la direction des affaires de l'État ». (p. 90) Ce monocratisme doublé d'un multipartisme à parti dominant se retrouve au Danemark, en Norvège ; ce n'est pas une caractéristique essentiellement israélienne.

Dans une sous-section intitulée « Vote de partage », l'auteur reproduit un tableau tiré d'un article de Alan ARIAN et Shevah WEISS, publié dans le *Western Political Quarterly* de juin 1969. Ce tableau donne les indices d'écart des

pourcentages de votes obtenus par l'ensemble des partis politiques au niveau local et au niveau législatif pour une quarantaine de municipalités en Israël ; M. Sayegh le présente comme un tableau de l'index (*sic*), du vote de partage pour le seul Mapai. Or la formule pour calculer cet indice ne permet en aucune façon de distinguer les écarts pour les différents partis.

La démonstration de la thèse est souvent peu appuyée : l'auteur se contente d'affirmer. Cette faiblesse provient en grande partie de distinctions ambiguës et non expliquées (poly-partisme-multipartisme) ; de questions aux réponses trop courtes (« Quel est le rôle du ministère de la Santé ? », « En égard à son mince budget, son influence en est amoindrie. De plus, ce ministère finance la Histadrout. ») (p. 96) ; d'exemples mal choisis (comme exemple de fractionnement d'un parti : « Un député (...) quitte son parti pour rejoindre le Parti du travail. ») (p. 143). L'organisation de la matière est défectueuse ; cela oblige l'auteur à faire des renvois fréquents. La sous-section sur le recrutement et la « circulation de l'élite » qui se retrouve dans le chapitre sur le régime politique aurait eu avantage à être placée avec celle de la désignation des candidats et du recrutement des membres.

Il est vraiment dommage qu'un sujet aussi intéressant ait reçu un si mauvais traitement.

Brigitte VON SCHOENBERG

Science politique,
Université Laval

HALLIDAY, Jon, et McCORMACK, Gavan, *Japanese Imperialism Today*, Monthly Review Press, New York et Londres, 1973, 279p.

On a beaucoup parlé, au cours des dernières années du « miracle japonais » ; on s'est demandé comment un pays vaincu, amputé d'une grande partie de son territoire, ayant subi d'immenses destructions, s'était rapidement relevé et était devenu, en moins de vingt ans, la troisième puissance économique du monde. Le livre de Jon Halliday et Gavan McCormack répond à ces questions ; il expose en détail les

mécanismes par lesquels le Japon, par le biais de l'expansion économique, redevient la puissance impérialiste d'autrefois. À travers la pénétration économique nipponne, on peut déceler les aspects plus subtils d'une tentative de domination des pays du Sud-Est de l'Asie favorisée par l'impérialisme américain mais dictée, avant tout, par les impératifs économiques qui s'imposent au Japon d'aujourd'hui : recherche frénétique de matières premières et conquête de débouchés pour les produits de son industrie.

Les auteurs se sont proposés de fournir des données politiques et économiques de base qui servent de support à l'impérialisme japonais et d'en faire l'analyse à la lueur de l'ambivalence des relations du Japon avec la puissance impérialiste dominante : les États-Unis. Le mérite de l'ouvrage est de dévoiler les dessous de la politique américaine, d'en démontrer les rouages et d'en révéler la brutale finalité. Dès avant la fin de la guerre du Pacifique, elle s'est donnée pour but d'intégrer le Japon au sein de l'hégémonie américaine, de l'éloigner des pays asiatiques et de le dresser contre les nations socialistes d'Asie. Elle y est parvenue en lui imposant une constitution restreignant les pouvoirs de l'empereur et, interdisant tout réarmement et en favorisant la restauration économique qui accroissait sa dépendance envers les États-Unis. De la collaboration étroite entre les deux pays, va naître un complexe militaro-industriel au service des États-Unis, mais aussi un asservissement total du Japon aux desseins de la politique américaine en Extrême-Orient. Le Japon a joué le rôle d'une base arrière des opérations militaires en Corée et au Viêt-nam et d'un arsenal au service des forces armées américaines. En reconstituant les Zaibatsu, ces grands trusts économiques qui furent à la base de l'impérialisme d'avant-guerre, les Américains ont contribué à la renaissance de l'armée japonaise et à l'établissement d'une puissante industrie d'armements. La faillite de leur politique asiatique les a, par la suite, amenés à exercer une pression sur le Japon, pour qu'il prenne leur relève dans le Sud-Est asiatique et assume de plus en plus de responsabilités dans le maintien de la paix et de la stabilité en Extrême-Orient.

Cette étroite collaboration est directement responsable de l'expansion économique japo-

naise dans le Sud-Est de l'Asie ; les auteurs en soulignent les différentes étapes : investissements massifs sous le couvert des réparations de guerre et de l'aide japonaise aux pays sous-développés, mainmise sur les matières premières, pillage des ressources, exploitation des zones franches, emploi de la vénalité et de la corruption et maintien en place des régimes militaires et dictatoriaux nécessaires à la stabilité politique et à la sécurité des investissements. Cette néo-colonisation économique a rapporté au Japon d'énormes profits.

Les auteurs font ensuite l'historique des relations sino-japonaises et analysent les perspectives peu encourageantes du commerce sino-japonais. Passant ensuite aux autres pays d'Extrême-Orient, ils soulignent l'emprise japonaise massive sur la Corée du Sud et sur T'ai-wan et la formation de l'axe Tokyo-Taipeh-Séoul. Chemin faisant, ils laissent apparaître en filigrane l'amorce d'une concurrence, voire d'une opposition, entre le Japon et les États-Unis dans le domaine économique et une tendance — encore timide — mais décelable, de la politique japonaise à une plus grande autonomie. Ces divergences naissantes se sont matérialisées par les initiatives brutales de la politique américaine qui, sans en informer son allié, renoue avec la Chine, abroge la convertibilité du dollar, impose une surtaxe aux importations et fait pression sur le Japon pour une réévaluation du yen, une diminution drastique de l'excédent de la balance commerciale du Japon et une libéralisation dans les restrictions à l'entrée des marchandises et des capitaux. Le Japon n'est qu'un pion sur l'échiquier américain.

La politique impérialiste du Japon s'est traduite à l'intérieur du pays par une extraordinaire concentration de capitaux, l'établissement d'un système fiscal inique au bénéfice des grandes sociétés capitalistes et aux dépens des investissements sociaux et de la conservation de l'environnement, et enfin par la concentration de l'agriculture et l'extension des régions industrielles aux dépens des terres cultivées, on assiste en outre au torpillage des mouvements syndicalistes, au retour de l'idéologie militariste, réactionnaire et répressive d'avant-guerre, au contrôle de l'éducation et à l'étouffement systématique de toute émancipation sociale.

Cette politique impérialiste tenta de reconstituer par le commerce et les investissements la

« sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale » que la fortune des armes lui avait permis de mettre sur pied en 1943, mais elle se heurte aujourd'hui à de sérieux obstacles. À l'intérieur, une opposition de plus en plus marquée de l'opinion publique japonaise qui tient davantage à la qualité de la vie qu'au P.N.B. et supporte de plus en plus difficilement la servilité de Tokyo vis-à-vis de Washington ; à l'extérieur, aux protestations des masses populaires qui s'insurgent contre une subordination économique grandissante à laquelle ils ne peuvent se soustraire. Face à une récession économique latente, le Japon doit s'assurer à tout prix un ravitaillement adéquat en matières premières et de nouveaux débouchés pour sa production industrielle ; il est condamné à accentuer sa pression économique sur le Sud-Est de l'Asie. L'impérialisme continue.

On ne saurait trop recommander la lecture de l'ouvrage de Jon Halliday et Gavan McCormack. D'aucuns trouveront peut-être la critique de la politique japonaise par trop systématique ; elle n'en reste pas moins, à notre sens, tout à fait fondée. L'ouvrage est un excellent instrument de travail ; il éclaire un sujet trop peu connu, dont la complexité et la subtilité sont dissimulées, trop souvent, sous un fratras d'informations destinées à en voiler les véritables aspects.

Robert GARRY

*Géographie,
Université de Montréal*

CLAISSE, Alain, *Le Premier Ministre de la V^e République*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1972, 436 p. bibliographie, annexes.

Le débat sur le partage des pouvoirs entre le président de la République et le premier ministre sous la V^e République, étouffé par la personnalité du général de Gaulle, et relancé sous le président Pompidou, méritait qu'une étude en profondeur lui soit consacrée. C'est ce débat que retrace, entre autres, Alain Claisse dans son gros ouvrage sur le premier ministre de la V^e République. Il décompose en effet son

étude en deux grandes parties : le premier ministre au sein du pouvoir d'action présidentiel, et le premier ministre face au pouvoir de sanction parlementaire et populaire.

Après le rappel traditionnel de la notion de premier ministre en France depuis 1789, il évoque l'histoire de la V^e république en deux étapes : l'émancipation impossible jusqu'en 1962, tant que la question algérienne dominait l'univers politique français, et la liberté surveillée avec la consécration du pouvoir présidentiel après le référendum de 1965. S'interrogeant ensuite sur la destinée du premier ministre, Alain Claisse montre qu'elle est essentiellement faite de subordination. Cette expression juridique, on peut la traduire en sociologie politique par la fonction dynamique de relais indispensable entre la vie politique quotidienne et l'autorité nationale qui imprime à cette vie ses tendances profondes. Dans cette optique, le malaise politique qui affecte de nos jours la vie politique française proviendrait, semble-t-il, d'une part, de l'absence de motivation nationale et, d'autre part, d'une sclérose consécutive au niveau du relais de transmission. Alain Claisse montre justement que le départ d'un premier ministre n'implique pas une rupture politique mais une orientation nouvelle au gré des circonstances. À la permanence de la présidence doit correspondre un renouvellement du personnel subordonné. On peut probablement trouver une des raisons essentielles de la durée du mandat présidentiel. La dialectique entre le permanent et l'éphémère serait profondément altérée par une réduction de ce mandat de 7 à 5 ans, quels que soient les mérites du changement. La cogestion hiérarchique se muerait en gestion coégale bicéphale. Ceci dit, Alain Claisse dénonce, arguments à l'appui, le mythe des domaines réservés au président de la République. Certes, l'orientation générale de la politique française lui appartient, mais au niveau des actes administratifs et politiques de mise en œuvre, le premier ministre jouit d'une autorité contrôlée soit par le parlement soit par le président. De part et d'autre, sa liberté de manœuvre est large.

Cela mène tout naturellement Alain Claisse à s'interroger sur le partage des compétences spécifiques. Son étude lui fait conclure au caractère macrocéphalique de l'exécutif français qui repose fondamentalement sur l'i-